

La veille de ROSA

La **veille de ROSA** est un bulletin mensuel qui a comme but de vous faire parvenir directement et rapidement de l'information actuelle et pertinente dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Chaque numéro présente :

- 1) un dossier thématique permettant de mettre à disposition un référentiel commun de documents de base disponibles dans la **bibliothèque en ligne** du site de ROSA.
- 2) une sélection de nouveaux documents mis en ligne sur le site régulièrement alimenté par une veille sur les thématiques abordées dans le cadre du réseau.

Dans ce numéro :

→ **Les fonds documentaires de ROSA :**

Sur le thème des **outils d'analyse** et les **systèmes d'information**

→ **L'actualité de ROSA :**

Novembre 2009

Vous souhaitez nous signaler une actualité ou une parution récente, ou tout simplement nous faire part de vos commentaires ? Contactez l'équipe d'animation animation@reseau-rosa.eu

Toutes vos contributions sont les bienvenues !

L'ÉDITORIAL DU MOIS

Ce mois-ci, le bulletin complète l'Eclairage du mois du Zoom de ROSA N°18 (octobre 2009)

L'éclairage du mois a abordé le thème des outils d'analyse, dont le cadre intégré de classification alimentaire (IPC). Le bulletin de veille vous propose une sélection d'articles sur le sujet des outils d'analyse et des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire.

Les systèmes d'alerte précoce (SAP) sont des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire qui cherchent à prévoir la disponibilité alimentaire d'une région, d'un pays, à une certaine échéance. Les deux principaux SAP au niveau global sont FEWS NET et le SMIAR dont vous trouverez les descriptions et les liens, ainsi qu'une évaluation des SAP actifs dans les régions à risque d'Afrique subsaharienne.

L'approche de l'économie des ménages (HEA) fournit des informations sur l'accès à l'alimentation des populations, une des dimensions de la sécurité alimentaire. L'HEA a été développée par Save the Children et la FAO pour étudier comment les populations réagissent aux chocs alimentaires.

Les outils d'analyse et d'aide à la décision utilisent l'information des SAP et d'autres sources comme l'HEA. L'IPC synthétise de multiples indicateurs et fournit une classification de l'insécurité alimentaire sur le plan de la sévérité, de l'échelle et des causes, dans le but de faciliter la prise de décision. Le cas du Népal est détaillé ainsi que l'Afrique de l'Ouest. Toutefois dans ce dernier cas, il ne s'agit pas directement de l'IPC mais d'un outil qui en est issu, le Cadre harmonisé bonifié d'analyse de la vulnérabilité. Deux évaluations, l'une externe (RHVP), l'autre interne (FAO) permettent de souligner les atouts et les limites de l'outil IPC, essentiellement concernant l'Afrique subsaharienne.

Sur le site du ROSA, vous trouverez de nombreux documents issus de formations et de séminaires sur l'IPC.

EuropeAid
ROSA est une initiative de :



**COMMISSION
EUROPÉENNE**

Bulletin de veille N° 8

FR

Systèmes d'information et Outils d'analyse

Zoom de ROSA - L'éclairage du mois N°18 - Mettre l'information au service de la lutte contre la malnutrition (octobre 2009)

Parmi les outils existants d'analyse de la situation alimentaire, l'IPC (Integrated Food Security Phase Classification) apparaît comme particulièrement innovant. Afin d'améliorer la prise de décision et les stratégies de réponse en matière de sécurité alimentaire, cet outil synthétise de multiples indicateurs et fournit une classification de l'insécurité alimentaire sur le plan de la sévérité, de l'échelle et des causes. Cet article offre un aperçu de l'utilisation de cet outil, en particulier de ses fonctions d'analyse et de dialogue. L'application de l'IPC dans de nombreux pays et différentes régions du monde pose la question de son adaptabilité à des contextes variés. Enfin, le développement de l'IPC ne va pas sans poser un certain nombre de questions, en particulier quant à son application, son utilisation, sa gouvernance ou son institutionnalisation.

En anglais : [IPC, using information to fight food insecurity](#)

En français : [L'IPC, mettre l'information au service de la lutte contre la malnutrition](#)

Planning for the future. Evaluation des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne - FAO (2006)

Devant le poids des famines en Afrique dans les années 1970 et 1980, des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce (SAP) ont été mis en place sur tout le continent. Ces systèmes continuent à faire face à de nombreux défis et sont constamment invités à évoluer. Le renforcement des SAP a été reconnu comme un domaine prioritaire de coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne. Dans ce cadre, la FAO a mené une évaluation des SAP afin d'examiner leurs forces et leurs faiblesses et émis des recommandations pour améliorer la prise de décisions.

L'évaluation s'est concentrée sur 3 régions africaines (Sahel, Corne de l'Afrique et Afrique australe) et les organisations responsables des SAP (respectivement CILSS, IGAD et SADC). L'évaluation dresse un panorama du fonctionnement des SAP dans les différents pays, à partir duquel sont élaborées des propositions pour leur renfor-

cement. Les recommandations concernent à la fois les aspects institutionnels (importance d'une prise en compte dans le cadre institutionnel national) et des dimensions structurelles (rôle des financements extérieurs, servir d'instance de concertation).

Le texte complet est disponible en anglais et des synthèses ont été éditées en français et anglais.

En anglais : [Assessment of food security early warning systems in sub-Saharan Africa](#)

En français : [Evaluation des systèmes d'alerte précoce en Afrique subsaharienne](#)

Strengthening the Food Security Phase Classification Approach in Nepal - SENAC project (décembre 2008)

Le rapport étudie l'application du programme IPC au Népal, à travers le projet SENAC (Renforcement de la capacité d'évaluation des besoins urgents), qui a utilisé cette approche pour accroître la rigueur et la transparence. De cette étude de cas, des recommandations sont tirées pour améliorer l'IPC plus généralement (notamment sur la participation des parties prenantes et le mode de fonctionnement de l'équipe chargée de l'exercice IPC). Ensuite, le rapport détaille les problèmes de correspondance entre la classification des phases de sécurité alimentaire utilisées par le projet, et celles utilisées par IPC, ainsi que les indicateurs de référence qui déterminent le passage d'une phase à l'autre. Le rapport propose également un renforcement du processus décisionnel au niveau des régions, et d'accroître les échanges visant à parvenir à un consensus tout au long du processus IPC. Des recommandations sont aussi faites concernant la détermination des populations pour lesquelles il existe un risque d'insécurité alimentaire. Enfin, le rapport demande que soient mises à disposition, sur le site de l'IPC, les cartes IPC afin que les utilisateurs puissent harmoniser leur protocoles cartographiques.

En anglais : [Strengthening the food security phase classification approach in Nepal](#)

Cadre Harmonisé Bonifié d'Analyse permanente de la vulnérabilité courante - I. Dieng et al., CILSS-FAO-PAM (août 2009)

Ce document présente l'expérimentation en cours au Sahel d'un nouvel outil : le Cadre harmonisé bonifié (CHB), qui constitue une forme d'intégration du Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des populations vulnérables (CH) et de l'IPC. La mise en place de ce nouvel outil répond au souci de trouver un système d'information sur la vulnérabilité des populations

qui soit consensuel aux acteurs intervenant dans la sécurité alimentaire de la région, et au besoin d'une analyse multisectorielle de la sécurité alimentaire pendant la période de soudure 2009.

Le CHB est testé sur cinq pays (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad). Le document présente les résultats de l'analyse du test sur trois d'entre eux (Mauritanie, Niger, Sénégal), le temps ayant manqué pour traiter les autres pays. Les divisions administratives de chaque pays sont ainsi classées en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire), phase 2 (insécurité alimentaire modérée) ou phase 3 (insécurité alimentaire aiguë). Il est souligné que les phases de certaines zones n'ont pu être déterminées, par exemple les zones urbaines. Des recommandations par pays et d'ordre général sont ensuite présentées. Ces dernières mettent par exemple l'accent sur l'intérêt de collecter des données sur les mécanismes d'adaptation des ménages (mécanisme d'assurance, de crise, de détresse), les données sanitaires et si possible les données sur les transferts, en particulier les transferts internationaux.

En français : [Cadre harmonisé bonifié d'analyse permanente de la vulnérabilité courante](#)

The Integrated Food Security Phase Classification (IPC), A Review – RHVP (avril 2007)

Ce document commence par passer en revue les différentes composantes du programme IPC (tableau de référence, cartographie...). Il en présente ensuite les forces (l'IPC permet, entre autres, de servir de « monnaie commune » pour le reporting, entre les pays et entre les donateurs). L'étude passe également en revue une dizaine de limites du programme IPC, allant de la confusion existante dans les phases 1 et 2 sur les notions de durée et de sévérité de l'insécurité alimentaire, à la question de la disponibilité des données au manque de conseils pour la réalisation de l'analyse. Pour chacune de ces faiblesses, l'étude propose des améliorations possibles. Enfin, le document dresse une liste des avantages liés à l'utilisation de l'IPC au niveau national en Afrique subsaharienne, ainsi qu'une liste des moyens et des capacités requis pour la mise en œuvre du programme.

En anglais : [The IPC, a review](#)

Global IPC Partnership, Final Evaluation (draft version) - FAO (août 2009)

Ce rapport présente les résultats d'une évaluation finale du programme IPC menée pendant l'été 2009, et s'appuie sur l'évaluation à mi-parcours

réalisée en 2008. Il vise à dresser un état des lieux du programme et à proposer une vision des actions stratégiques à mettre en œuvre à court et à moyen terme. L'évaluation a porté en particulier sur le caractère opportun des activités mises en œuvre, le caractère approprié de l'appui technique et institutionnel et la façon dont les leçons tirées des expériences ont été intégrées pour ajuster l'approche IPC. Les conclusions et des recommandations portent sur six grands points : 1) la cohérence et la pertinence du programme ; 2) l'efficacité et l'efficience de la gestion du programme (avec des recommandations sur la structure de gouvernance, la coordination et la stratégie de communication) ; 3) le renforcement de capacités (formation, documentation, capitalisation) ; 4) les enjeux technique et d'assurance de la qualité ; 5) l'institutionnalisation du programme (encore très limitée) ; 6) le déploiement de l'IPC dans les pays et les régions.

En anglais : [Global IPC partnership. Final evaluation](#)

The practitioners' guide to household economy approach - Save the Children (2008)

L'approche de l'économie des ménages, dont l'acronyme anglais est HEA (*Household economy approach*), a été développée dans les années 1990 par Save the Children et la FAO dans le but initial d'améliorer la prévision de l'accès des populations à l'alimentation en cas de famine. Cette approche explore comment des ménages typiques de différents niveaux de richesse vivent au cours d'une année normale afin de pouvoir prédire les effets d'un choc externe. Cette approche se base sur de multiples sources (interviews, statistiques, prix sur les marchés).

Une série de 3 guides techniques a été publiée en 2008 qui s'adressent aux praticiens, aux décideurs et aux formateurs. Le guide pour les praticiens est destiné à ceux qui mènent des analyses HEA sur le terrain. Chaque chapitre aborde une dimension de l'HEA, aussi bien la manière de mener les enquêtes que sur l'analyse des résultats et les actions à envisager en fonction de ces derniers.

Tous les chapitres ainsi que des exemples sont disponibles sur la [page](#) consacrée à ce guide.

En anglais : [The practitioners' guide to household economy approach](#)

Sur le site du ROSA Documents sur l'IPC

La rubrique « retour sur les événements récents » offre de nombreux documents issus des formations et des séminaires consacrés à l'IPC.

- [Réunion des donateurs et session d'information pour la Commission européenne, 12 et 13 mai 2009, Bruxelles](#)

Le 12 mai, des représentants CE, CIDA, DFID, SIDA et USAID se sont réunis à Bruxelles avec une représentation du partenariat IPC. Ils furent informés de l'initiative et de son état de développement actuel. Il y eut également l'opportunité de collecter des réactions des bailleurs concernant l'IPC et de discuter des futures orientations stratégiques et des perspectives de financement.

Le lendemain, ECHO et le JRC ont invité des collègues de la DG DEV, RELEX et EuropeAid à rencontrer des représentants du partenariat IPC. Le but de la rencontre était d'expliquer en détail l'outil IPC ainsi que son processus de mise en œuvre.

- [Etat des lieux sur l'IPC, 25 et 26 juin 2009, Johannesburg](#)

L'objectif de l'atelier était de consulter et d'interagir avec des praticiens de l'IPC avec une attention particulière à la région d'Afrique sub-saharienne, et d'évaluer la mise en œuvre de cet outil dans les différentes sous-régions. Les travaux de l'atelier ont porté sur l'expérience passée, les progrès accomplis et les leçons apprises. Le résultat attendu était d'arriver à un accord sur un cadre pour le développement futur de l'IPC dans les sous-régions (Afrique de l'Est, Afrique Centrale, Afrique Australe et Afrique de l'Ouest).

Sites de systèmes d'alertes précoces

- [FEWS NET](#)

Le réseau du système d'alerte précoce est une activité financée par l'**USAID** qui collabore avec des partenaires internationaux, régionaux et nationaux pour fournir des informations d'alerte précoce et de vulnérabilité sur des questions de sécurité alimentaire. Les professionnels de FEWS NET en Afrique, en Amérique Centrale, en Haïti, en Afghanistan et aux États-Unis analysent des données sur le terrain pour en évaluer l'impact sur les modes de vies et les marchés et pour identifier les menaces potentielles à la sécurité alimentaire.

Le site est disponible en anglais et en français.

- [Système mondial d'information et d'alerte rapide \(SMIAR\)](#)

Le système a pour but de fournir aux décideurs et analystes les informations les plus récentes possibles sur tous les aspects de l'offre et de la demande alimentaire et de les alerter des risques de crises alimentaires imminentes afin que des interventions adéquates puissent être organisées. Il constitue le principal réseau mondial d'information sur la sécurité alimentaire, coordonné par la **FAO**. Il prépare régulièrement des bulletins sur la production et sur les marchés des différentes cultures vivrières aux niveaux mondial, sous-régional ou national.

La [station du travail du SMIAR](#) est un nouvel outil permettant de visualiser des séries de données concernant la sécurité alimentaire des populations et les perspectives agricoles. Cette [page](#) vous permettra de mieux en comprendre le fonctionnement.

Le site est disponible notamment en anglais et en français.

L'ACTUALITÉ DU ROSA

Nouveaux documents en ligne

Scaling up nutrition: What will it cost? - Horton et al., Banque mondiale (2009)

Ce rapport traite de la question des ressources nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Il évalue plus précisément le coût de l'accroissement d'un package de 13 interventions reconnues efficaces en matière de nutrition, à l'échelle de l'ensemble des populations cibles dans 36 pays parmi les plus touchés par la malnutrition. Ces actions reprennent en partie les interventions listées dans la série *Lancet* 2008 (voir la [Veille de ROSA N°2](#)) et se déclinent en trois catégories : 1) les actions visant à changer les comportements, 2) les actions utilisant les micronutriments et les vermifuges (enfants de moins de cinq ans, femmes enceintes et ensemble de la population), et 3) les actions d'alimentation de complément et thérapeutique (enfants de 6 à 23 mois pour la malnutrition modérée et enfants de moins de 5 ans pour la malnutrition sévère).

Le rapport évalue le coût des deux premières formes d'interventions, auxquelles s'ajouteraient le renforcement de capacités ainsi que le suivi, l'évaluation, la recherche et l'assistance technique pour la mise en œuvre du programme (au total 5,5 milliards de dollars US par an). Dans un second temps, la mise en œuvre de la troisième catégorie d'interventions avec le suivi, l'évalua-

tion, la recherche et l'assistance technique nécessiterait 6,3 milliards de dollars US. Le total des investissements annuels nécessaires serait donc de 11,8 milliards de dollars US. Les estimations qui précèdent prennent non seulement en compte le coût de ce qui doit être fait, mais aussi de *comment* cela doit être fait. Ces interventions peuvent être réalisées essentiellement à travers le système de santé local, mais de nouvelles sources de financements doivent être trouvées. Les retombées positives seraient toutefois élevées.

En anglais : [Scaling up nutrition. What will it cost?](#)

Accelerating progress toward reducing child malnutrition in India - von Braun et al., IFPRI (janvier 2008)

40% des enfants en situation de malnutrition dans le monde vivent en Inde. Les programmes de filets de sécurité sociale et d'amélioration de la nutrition existants n'ont pas suffi à réduire efficacement ce problème, malgré des résultats positifs dans certains Etats. Ils ne constituent pas en effet une stratégie globale de nutrition. La note passe en revue plusieurs expériences en Thaïlande, en Chine, au Vietnam et au Brésil, afin de donner des éléments sur ce que pourrait être une telle stratégie. De ces études de cas se dégagent des éléments communs essentiels à une stratégie alimentaire, tels que des politiques nutritionnelles axées sur les services, des politiques incitatives reposant sur la participation des communautés locales et des ménages et des politiques s'appuyant sur la mobilisation sociale et les systèmes de santé primaire au niveau des communautés. Ces mesures peuvent être mises en œuvre conjointement.

La note propose que l'Inde concentre ses efforts de lutte contre la malnutrition sur quatre approches stratégiques : 1) s'assurer que les politiques en faveur de la croissance économique ou de la réduction de la pauvreté bénéficient vraiment aux pauvres ; 2) revoir les politiques de santé en veillant à ce qu'elles améliorent la nutrition, et améliorer leur mise en œuvre et leur étendue ; 3) accroître les investissements et les actions dans les communautés où il y a le plus de pauvres ; et enfin, 4) cibler l'amélioration de la santé et de la nutrition des femmes et des jeunes filles.

En anglais : [Accelerating progress toward reducing child malnutrition in India](#)

Nutrition in early life: a global priority -The Lancet vol. 374 (octobre 2009)

Une bonne nutrition lors de la jeunesse est essentielle à la bonne santé à l'âge adulte. Cette question est d'autant plus pertinente à l'heure où la crise économique affecte fortement la nutrition des familles les plus vulnérables dans les pays en développement. Par exemple, une restriction de l'alimentation du fœtus est associée à des maladies cardiovasculaires adultes.

Dans la perspective du Sommet mondial pour la santé qui s'est tenu à Berlin en octobre, cet article évoque l'importance d'agir sur la malnutrition des enfants âgés de 3 ans ou moins, illustrée par une étude au Brésil. Cette observation questionne la pertinence des programmes de nutrition qui s'adressent à des enfants scolarisés, c'est-à-dire âgés de plus de 5 ans, qui bénéficient d'un important soutien dans les politiques de santé.

En anglais : [Nutrition in early life : a global priority](#)

Fertilizer subsidies and social cash transfers - Franck Ellis, RHVP (octobre 2009)

Comme le soulignait [l'éclairage du mois](#) du Zoom du ROSA de juillet, les subventions aux intrants connaissent un regain d'intérêt depuis quelques années dans la lutte contre la sous-alimentation et la pauvreté. Cet article revient sur les débats en matière de subvention des intrants, notamment en Afrique. D'une part leur impact sur la croissance de la production agricole est largement reconnu, mais plusieurs limites existent : part croissante du budget gouvernemental, ménage les plus pauvres rarement bénéficiaires. Néanmoins, les subventions aux intrants peuvent s'insérer efficacement dans une gamme variée d'instruments de transferts sociaux.

L'auteur de l'article, Franck Ellis, rappelle les origines de cet outil puis livre une comparaison avec les transferts sociaux en argent. Ensuite, le cas du Malawi est étudié. Pays réputé pour sa politique de subvention aux intrants menée depuis 4 ans, le coût de cette dernière a doublé entre 2008 et 2009 pour plusieurs raisons. L'auteur étudie les possibilités pour le gouvernement de mettre en place d'autres systèmes de transferts sociaux. Enfin, l'expérience du Malawi est comparée à celle de Zambie, autre pays de la région ayant une politique de subvention des intrants.

En anglais : [Fertilizer subsidies and social cash transfers](#)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du GRET chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.